

**doc.VEILLE**  
Bulletin de veille webographique

Novembre, 2011

*Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.*

*Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.*

*Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.*



## Perspectives on Global Development 2012: Social Cohesion in a Shifting World

OCDE, 2011

Source : [http://www.oecd.org/site/0,3407,en\\_21571361\\_49041236\\_1\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/site/0,3407,en_21571361_49041236_1_1_1_1_1,00.html)

Tags: Société | Cohésion sociale | Inclusion sociale |

**A** travers ce rapport, l'OCDE interpelle les pays en développement à renforcer la cohésion sociale au sein de leurs sociétés pour préserver leur stabilité sociale et sécuriser leur croissance économique à long terme.

Les profondes transformations sociopolitiques à l'œuvre dans plusieurs pays en développement reflètent les aspirations des populations pour une répartition équitable des richesses de leurs pays et, par ricochet, pour des conditions de vie décentes.

Dans ce cadre, la mise en œuvre de politiques publiques favorisant la cohésion et à l'inclusion sociale serait opportune pour libérer le potentiel de développement de ces pays et déboucher sur une nouvelle géographie de la croissance qui accélérerait le déplacement du centre de gravité économique de la planète vers l'Est et le Sud. Aujourd'hui, les pays en développement représentent presque la moitié des classes moyennes à l'échelle mondiale. Cette part devrait doubler à l'horizon 2030 pour représenter 3,9 milliards d'individus.

Le rapport a mis en relief une série de recommandations de nature à renforcer la cohésion sociale dans les pays en développement. Parmi ces recommandations, il y a lieu de citer la réforme des politiques budgétaires afin de pouvoir financer de manière efficace les programmes sociaux. L'efficacité de la

dépense publique est considérée à juste titre comme condition de base pour améliorer les mécanismes de protection sociale et leur extension aux différentes couches de la population.

S'agissant de l'éducation, composante primordiale de toute politique de cohésion sociale, le rapport de l'OCDE souligne qu'elle est devenue le véritable facteur d'égalisation des chances et de progression sur l'échelle sociale. L'éducation permet, en effet, de transmettre des valeurs collectives qui sous-tendent le capital social et l'inclusion sociale.

***La mise en œuvre des politiques publiques axées sur la cohésion sociale permettra aux Etats de remédier aux inégalités socio-économiques et aux troubles sociaux.***

Quant aux mesures de cohésion sociale liées à la migration, celles-ci devraient privilégier les dispositions anti-discrimination qui favorisent l'intégration complète et effective des migrants dans les pays d'accueil.

Au total, la mise en œuvre de politiques publiques axées sur la cohésion sociale permettra à l'évidence aux Etats de résorber les inégalités socio-économiques ancrées, de créer un sentiment d'appartenance et d'accélérer la progression vers des régimes de croissance soutenue et durable.



## Science, Technologie et Industrie : tableau de bord OCDE, 2011

Source : [http://www.oecd-ilibrary.org/science-and-technology/oecd-science-technology-and-industry-scoreboard-2011\\_sti\\_scoreboard-2011-en](http://www.oecd-ilibrary.org/science-and-technology/oecd-science-technology-and-industry-scoreboard-2011_sti_scoreboard-2011-en)

Tags: Science | Technologie | Industrie |

Le présent rapport met en exergue les tendances dans les domaines de la science, de la technologie et de l'industrie au niveau des grandes régions du monde. Il révèle que la qualité moyenne des brevets émis ces deux dernières décennies a reculé de 20%, ralentissant de ce fait le processus de l'innovation, au lieu de le stimuler. Cette situation s'explique notamment par l'accroissement de la demande de brevets visant à contrer la concurrence, protégeant des caractéristiques parfois secondaires d'une nouvelle technologie.

**La qualité moyenne des brevets émis ces deux dernières décennies a reculé de 20%, ce qui a ralenti le processus de l'innovation**

De plus, la crise économique et financière de 2008, qui a entraîné de fortes pertes d'emplois dans plusieurs pays développés, s'est accompagnée d'un ralentissement significatif des investissements dans la Recherche et Développement (R&D).

Les États-Unis demeurent la locomotive de la R&D à l'échelle mondiale, avec un investissement global de 400 milliards en 2009. De même, comme c'est le cas dans d'autres branches, la Chine, s'impose désormais comme un pôle dynamique en matière de R&D.

En termes de dynamique sectorielle, la R&D dans le domaine de la santé est l'un des secteurs en croissance, suivie de l'énergie et de l'environnement qui ne cessent de connaître, pour leur part, une forte impulsion à travers les plans de relance

mis en place par les différents pays pour juguler les effets de la crise mondiale, notamment en Nouvelle Zélande, le Japon et la Corée du Sud. Ainsi, la part des innovations dans le domaine du solaire dans les dépôts mondiaux de brevets suit une progression soutenue. Il en est de même pour les biotechnologies et les technologies de l'information qui bénéficient d'un intérêt de plus en plus croissant.

Selon les indicateurs relatifs au nombre de chercheurs dans la population active et les dépenses de R&D dans les universités et les entreprises, la Suisse et la Suède ont la plus forte proportion de docteurs en sciences. Les pays scandinaves, le Japon, la Corée du Sud et la Nouvelle Zélande ont la plus forte proportion de chercheurs pour 1.000 employés.

Au total, le rapport réitère l'importance de l'innovation en tant que facteur décisif pour dynamiser la croissance et l'emploi et relever les différents défis économiques. Son rôle sera, dès lors, essentiel pour réinventer les régimes de croissance et les asseoir sur des bases durables, surtout dans le contexte actuel de crise systémique.



## Perspectives pour le continent africain : Futur géant économique ou non ?

Centre d'Observation Economique et de Recherche pour l'Expansion de l'Economie et le Développement des Entreprises, 2011

Source : <http://www.coe-rexecode.fr/public/Analyses-et-previsions/Documents-de-travail/L-Afrique-est-elle-un-futur-geant-economique>

Tags: Economie | Afrique | Perspectives |

Le présent rapport retrace les perspectives économiques du continent africain à l'horizon 2050.

D'après les projections démographiques des Nations Unies, entre 2010 et 2050, la population africaine atteindrait 2,2 milliards d'individus, soit 25% de la population mondiale. Les plus forts coefficients d'accroissement démographique se concentreraient au Niger, à l'Ouganda, en Somalie, au Burkina Faso et en Tanzanie. La jeunesse de la population africaine constituerait un atout fondamental au moment où le monde serait caractérisé par le vieillissement. En 2050, la population africaine en âge de travailler devrait être multipliée par 2,4. Le continent africain deviendrait ainsi le principal pourvoyeur d'actifs disponibles pour le travail.

L'accroissement de la population africaine s'accompagnerait d'une hausse importante de la population urbaine. Toutefois, le taux d'urbanisation en Afrique ne serait que de 61,5% en 2050, soit le taux le plus faible de la planète. Cette urbanisation rapide et désorganisée de l'Afrique s'opérerait dans un contexte de faibles investissements en infrastructures et où l'économie informelle resterait importante et concernerait, selon le rapport, environ 70 % de la population active.

Le rapport fait état également des insuffisances de l'Afrique en termes d'accroissement des revenus, avec un PIB

par habitant (PIBH), actuellement de 2.600 dollars US en PPA, qui ne pourrait augmenter que de 3 % par an d'ici 2050. A ce rythme, le PIBH en Afrique serait l'équivalent du PIBH de la Chine prévu en 2013, soit un retard de 37 ans par rapport à la Chine.

Par ailleurs, le rapport souligne que l'Afrique dispose de ressources sous-exploitées, qui pourraient constituer des moteurs de croissance dans les années à venir. Le continent possède 15,5 % de la surface mondiale de terres arables et le rythme de progression de ces terres est le plus élevé du monde (0,9 % par an en moyenne, contre 0,1 % à l'échelle mondiale). Toutefois, l'agriculture reste très traditionnelle et le manque de moyens affecte négativement la productivité qui ne s'accroît que de 2,3 % par an depuis 1995.

Concernant l'énergie, l'Afrique possédait en 2009 8,2 % des réserves mondiales de pétrole et 8 % de celles de gaz. Les produits pétroliers constituent 60 % de la production africaine d'énergie, contre 21 % pour le gaz. Si le rythme d'extraction de 2010 se maintient, il restera environ 30 années de production pour le pétrole et 70 ans pour le gaz. La production de ressources énergétiques reste, toutefois, très concentrée sur un nombre limité de pays : à eux seuls, l'Algérie, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Angola et la Libye représentent 77% de la production du continent.

**A l'horizon 2050, le continent africain deviendrait le principal pourvoyeur d'actifs disponibles pour le travail.**



## La production agricole mondiale à l'horizon 2050 : comparaison de quatre perspectives

Centre d'étude et de prospective français, 2011

Source : [http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf\\_analyse281106.pdf](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_analyse281106.pdf)

Tags: Economie | Production agricole | Sécurité alimentaire | Prospective|

Cette étude examine les enjeux relatifs à la soutenabilité du système agro-alimentaire mondial, qui se résument au défi de nourrir une population avoisinant les neuf milliards d'individus à l'horizon 2050 tout en préservant l'équilibre environnemental de la planète.

L'étude fait référence à quatre exercices de prospective ayant trait à la sécurité alimentaire à l'horizon 2050. Il s'agit des perspectives de la FAO (2010), de l'étude de l'Institut de socio-écologie de Vienne (2009), de la prospective Agrimonde (INRA-CIRAD, 2009) et de l'exercice de prospective de l'IFPRI (2005).

Les quatre exercices de prospective examinés par l'étude offrent deux visions différentes du système agroalimentaire mondial à l'horizon 2050. La première vision se base sur des scénarios tendanciels (FAO, INRA), mettant en relief une certaine convergence entre les grandes régions agricoles mondiales et des consommations alimentaires moyennes disponibles limitant l'extension des surfaces cultivées et préservant les espaces naturels. La deuxième vision, basée sur les scénarios de rupture (ISV et IFPRI), favorise l'intensification des systèmes agricoles par l'accroissement des surfaces cultivées.

Les scénarios tendanciels prévoient un accroissement en matière des rendements agricoles estimé à 65 % et une faible extension des surfaces cultivées de 6 %. En revanche, les scénarios de rupture

supposent une faible augmentation des rendements mais une forte augmentation des surfaces cultivables (entre 13 % et 23%).

Les perspectives de la FAO sont basées sur une extrapolation des tendances actuelles en termes de besoins alimentaires. Pour sa part, l'exercice de l'INRA présente deux scénarios qui supposent une révolution verte marquée par une transition vers une demande alimentaire et une production agricole durables.

S'agissant de l'étude de l'Institut de socio-écologie de Vienne, l'analyse fait référence à des hypothèses de consommation prenant en compte des évolutions distinctes en termes des surfaces cultivables et des rendements agricoles.

Pour sa part, l'étude prospective de l'IFPRI propose trois scénarios : le premier se caractérise par une croissance soutenue émanant d'un fort volontarisme politique. Le deuxième scénario prévoit un retour au protectionnisme conduisant à des crises socio-économiques. Dans le troisième scénario, l'échec technologique engendrerait des faibles rendements et une dégradation massive de l'environnement.

Il convient de souligner que les quatre exercices prospectifs sont fondés sur des hypothèses mettant en relief le rôle clé de l'élevage et de la productivité animale, les gains de rendements envisagés, l'évolution des surfaces cultivées et la question des biocarburants de première génération.

**Un potentiel nourricier de la planète mis à rude épreuve à l'horizon 2050**



## World Energy Outlook 2011 L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), 2011

Source : <http://www.iea.org/w/bookshop/add.aspx?id=428>

Tags: Environnement | Énergie | Prospective

Dans son dernier rapport sur les perspectives énergétiques mondiales, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a exploré trois scénarios énergétiques à l'horizon 2035 qui prévoient une forte croissance des filières renouvelables, en particulier l'éolien.

Le « scénario tendanciel » prévoit le maintien des politiques énergétiques actuelles et le non-respect des engagements internationaux tracés visant à améliorer l'efficacité énergétique de la planète et à réduire l'utilisation d'énergies fossiles fortement émettrices de gaz à effet de serre.

Contrairement au scénario précédent, le scénario des « Nouvelles Politiques » prévoit une concrétisation des engagements généraux en termes de poursuite de politiques et des plans d'actions ayant pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le « Scénario 450 », l'AIE met en relief des trajectoires énergétiques

cohérentes visant à contenir les effets du changement climatique en limitant à 2° Celsius la hausse moyenne de la température de la planète, ce qui suppose de parvenir à stabiliser la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à 450 ppm d'équivalent CO<sub>2</sub>.

L'AIE estime que la demande énergétique mondiale devrait connaître une progression importante sur la période 2008-2035. Toutefois, dans « le scénario 450 », cette hausse serait limitée à 0,7% par an et à 1,4% dans le scénario des « politiques Actuelles ».

S'agissant des énergies fossiles, leur part dans le mix énergétique mondial resterait prépondérante dans le scénario tendanciel. La part des énergies renouvelables dans le scénario « Nouvelles Politiques » s'améliorerait significativement. L'éolien et l'hydraulique représenteraient, dans ce cas, le tiers du niveau de la croissance énergétique. Dans le « scénario 450 », cette part serait plus importante.

**L'avenir énergétique mondial dépendrait dans une large mesure du développement des filières d'énergies renouvelables.**







## La Méditerranée en 2030: Les voies d'un avenir meilleur

l'Institut de Prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed), 2011

Source : <http://www.ipemed.coop/>

Tags: | Politique | Géoéconomie | Méditerranée |

La crise de gouvernance de la Zone Euro, les transformations sociopolitiques dans le monde arabe, les enjeux environnementaux et la volatilité des prix des produits de base constituent autant de facteurs qui remettent à l'ordre du jour la nécessité de relancer le projet d'intégration régionale en Méditerranée.

Le présent rapport a pour objet de définir les grandes lignes d'une prospective méditerranéenne à l'horizon 2030. Il définit dans un premier temps les défis communs à relever par les pays de la région méditerranéenne dont notamment le défi de la productivité qui conditionnerait la croissance future au Nord comme au Sud. Les gains de productivité qui pourraient être mobilisés par les pays de la région émaneraient de trois sources essentielles : un renforcement du capital humain notamment au Sud, une rationalisation de l'organisation productive et un accroissement des performances technologiques et de l'innovation.

Les économies méditerranéennes devraient également s'adapter à une plus grande sobriété énergétique et une préservation des ressources naturelles. Il s'agit pour les économies productrices d'hydrocarbures de se préparer à l'après pétrole et pour les pays importateurs d'atténuer l'intensité énergétique de leur régime de croissance.

Elles gagneraient aussi à repenser leurs politiques agricoles en tenant compte des effets du changement climatique sur leur sécurité alimentaire. Concernant la migration, le rapport souligne la nécessité de favoriser des politiques migratoires constructives qui permettrait de tirer profit des complémentarités démographiques entre les deux rives de la Méditerranée.

Le rapport dresse trois scénarios possibles pour l'avenir de cette région : Le premier scénario, intitulé « Divergences méditerranéennes », s'inscrit dans une optique de basculement de l'économie mondiale vers l'Asie, entraînant dans son sillage

une Méditerranée à deux vitesses mais au prix de fortes inégalités sociales. Ce scénario sous-tend une insertion disparate des pays de la Méditerranée dans l'économie mondiale, profitable pour les pays fortement compétitifs mais fortement préjudiciables aux économies moins dynamiques.

Le second scénario dit « scénario de crise », part de l'hypothèse selon laquelle les effets de la crise financière de 2008 continueraient à assombrir le paysage économique de la région, ce qui contribuerait à marginaliser les pays de la région, avec une faible progression de la convergence en termes de revenus.

Le troisième scénario envisage « une convergence méditerranéenne », grâce à une coopération renforcée dans les domaines structurants. Cela suppose aussi la réussite de la transition politique de la Méditerranée arabe pour déboucher rapidement sur un rapprochement fondé en plus des intérêts économiques sur une communauté politique et de valeurs.

**Seul le scénario « convergence méditerranéenne » est apte à déboucher sur un avenir méditerranéen meilleur**

*Enfin, le rapport recommande la mise en œuvre de plusieurs mesures, il s'agit notamment de :*

- *L'investissement dans le capital humain en favorisant la mobilité*
- *L'accélération des transferts de savoirs, de compétences et de technologies*
- *La création d'un espace institutionnel commun accompagné de transferts financiers, un statut avancé bénéficiant de fonds*
- *L'élaboration d'une politique commune de sécurité alimentaire et de développement rural, ...*
- *La Création d'un fonds méditerranéen environnemental afin de renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique*



# INDEX DES TAGS

---

## **A**

Afrique.....5

## **C**

Cohésion sociale .....3

## **E**

Economie .....5, 6

Energie .....7

Environnement .....7

## **G**

Géoéconomie .....8

## **I**

Inclusion sociale .....3

Industrie .....4

## **M**

Méditerranée.....8

## **P**

Perspectives.....5

Politique.....8

Production agricole .....6

Prospective .....6, 7

## **S**

Science .....4

Sécurité alimentaire.....6

Société .....3, 5

## **T**

Technologie.....4